



BIOGRAPHIES DES CONFÉRENCIERS

INSTITUT D'ÉTÉ 2013

Île-du-Prince-Édouard

13 au 17 Mai 2013

Protestation & Politique publique

Biographies



Efrat Arbel est titulaire d'un doctorat de l'École de droit de Harvard et travaille comme chercheure postdoctorale à la Faculté de droit de l'Université de la Colombie-Britannique. Dans sa recherche, elle s'intéresse aux démarches constitutionnelles pour la protection des droits dans trois domaines : le droit migratoire, le droit des Autochtones et le droit carcéral. Elle cherche à mieux comprendre les droits constitutionnels au Canada en comparant ces trois domaines comme un ensemble plutôt qu'en les analysant séparément.

Née à Jérusalem, Mme Arbel a immigré au Canada alors qu'elle était toute jeune. Elle a obtenu un baccalauréat de l'Université McGill et un doctorat en jurisprudence de l'Université de la Colombie-Britannique avant de poursuivre des études de maîtrise et de doctorat à l'École de droit de Harvard, sous la direction de la doyenne Martha Minow. Mme Arbel a reçu de nombreux prix et bourses pendant ses études doctorales. Elle a été nommée chercheure universitaire canadienne par le Centre Weatherhead d'affaires internationales, de 2008 à 2011. Elle a été chercheure associée et adjointe à l'enseignement à l'École de droit de Harvard, associée de recherche à l'École Kennedy d'études gouvernementales et, plus récemment, chercheure invitée au Centre de criminologie de l'Université d'Oxford.

Mme Arbel combine la recherche et l'exercice du droit. Pendant son séjour à Harvard, elle a travaillé pour la clinique de droit des réfugiés et des immigrants, où elle a collaboré à plusieurs initiatives, dont des causes devant des cours canadiennes et internationales. Elle copréside actuellement le comité consultatif de l'Association canadienne des avocates et des avocats en droit des réfugiés. Elle participe activement à des initiatives de réforme du droit qui visent à élargir la portée des protections conférées aux demandeurs d'asile en vertu de la loi canadienne.



Rusty Bittermann enseigne l'histoire à l'Université St. Thomas, où il participe au développement d'un nouveau programme d'histoire du monde. Ses domaines d'enseignement portent sur l'histoire des mouvements sociaux, de l'agriculture et de l'eau (dans son concept général). M. Bittermann travaille aussi auprès d'étudiants des cycles supérieurs qui s'intéressent à l'histoire du climat, à l'histoire des rivières et aux relations entre l'humain et les animaux. Il est l'auteur des ouvrages *Rural Protest on Prince Edward Island from British Colonization to the Escheat Movement*, *Lady Landlords of Prince Edward Island: Imperial Dreams and the Defence of*

Property (écrit en collaboration avec Margaret McCallum) et *Sailor's Hope: The Life and Times of William Cooper, Agrarian Radical in an Age of Revolutions*. Il a reçu des prix littéraires de l'Atlantic Book Awards Society, de la Fondation du patrimoine et Musée de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Société historique du Canada et de la revue *Acadiensis*. M. Bittermann a été rédacteur en chef d'*Acadiensis*, corédacteur en chef de la Revue d'études canadiennes et rédacteur en chef adjoint de *New Maritimes*. Ses projets actuels comprennent des recherches sur les liens entre l'Île-du-Prince-Édouard, les Bermudes et les Indes-Occidentales au XVIIIe et XIXe siècles ainsi que le sauvetage d'une ferme de 300 acres au cœur de l'Île-du-Prince-Édouard. M. Bittermann est diplômé de l'Université du Cap Breton et de l'Université du Nouveau-Brunswick, où il a reçu la Médaille d'or académique du Gouverneur général. En 1993-1994, il a été chercheur postdoctoral Killam au Département d'histoire de l'Université Dalhousie. M. Bittermann a remporté le prix d'excellence en enseignement de l'Université St. Thomas, en 2007-2008.



L'honorable **Alexander B. Campbell** fut le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard au mandat le plus long. Il a dirigé la province de 1966 à 1978, au cours d'une période de profonds changements. Son gouvernement a restructuré le système scolaire, créé une université provinciale et un nouveau collège communautaire, centralisé et équilibré l'impôt sur la propriété foncière, introduit un régime d'assurance-maladie, mis en place une fonction publique moderne, fusionné des hôpitaux, réformé le système judiciaire, revitalisé les services à la famille, réorganisé les relations de travail, lancé un ambitieux programme de création de logements en plus de s'impliquer, notamment, dans les questions de l'énergie, de l'environnement, de l'utilisation des terres et du patrimoine.

Sous la gouverne du premier ministre Campbell, le produit intérieur brut de l'Île-du-Prince-Édouard a plus que quadruplé et l'économie de la province figurait au troisième rang du pays dans les années 1970.

Sur le plan national, le premier ministre Campbell a participé à de nombreuses autres réunions dont 18 conférences fédérales-provinciales réunissant les premiers ministres. C'est au cours de cette période qu'a eu lieu l'expansion et la mise en œuvre du Régime d'assurance publique du Canada, de la péréquation, des transferts sociaux et des initiatives en matière de logement, de transport, de recherche scientifique et d'agriculture, entre autres. Il a aussi participé aux débats sur le bilinguisme, l'unité nationale et la réforme constitutionnelle. Ce fut également une époque marquée par les crises énergétiques, les difficultés économiques et des initiatives de coopération régionale avant-gardistes. Au moment de quitter son poste, en 1978, il était vaincu et il avait été le doyen des premiers ministres canadiens pendant six ans, tout en étant le plus jeune. Après avoir quitté la vie politique, il est resté au service des Prince-Édouardiens en tant que juge de la Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard, de 1978 à 1994.

Désormais, Alex Campbell passe l'été à Stanley Bridge, sur l'Île-du-Prince-Édouard, et l'hiver en Floride. Il chante dans deux chœurs et aime jardiner, jouer au golf et s'occuper de ses petits-enfants en compagnie de sa conjointe, Marilyn. Il célébrera son 80e anniversaire en décembre 2013.



Philippe Corcuff est né en 1960 à Oran (Algérie) et vit aujourd'hui à Nîmes, dans le Sud de la France. Il est maître de conférences de science politique à l'Institut d'Études Politiques de Lyon et membre du laboratoire de recherche CERLIS (Université de Paris Descartes/CNRS). Il a soutenu sa thèse en décembre 1991 à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris) sous le titre *Constructions du mouvement ouvrier. Activités cognitives, pratiques unificatrices et conflits dans un syndicat de cheminots*.

Engagé dans la vie citoyenne, il est co-fondateur de l'Université Populaire de Lyon et de l'Université Critique et Citoyenne de Nîmes. Il est également membre du Conseil Scientifique de l'association altermondialiste ATTAC France. Il a été coscénariste du film de fiction de Dominique Cabrera, se déroulant pendant les grèves de l'hiver 1995, *Nadia et les hippopotames* (sélection officielle de la 52e édition du Festival International du Film de Cannes, mai 1999, section « Un certain regard »).

Il est, entre autres, l'auteur de : *Les nouvelles sociologies. Entre le collectif et l'individuel* (Paris, Armand Colin, 2011, 3e édition ; 1e éd. : 1995), *La société de verre. Pour une éthique de la fragilité* (Paris, Armand Colin, 2002), *Bourdieu autrement* (Paris, Textuel, 2003) et *Où est passée la critique sociale? Penser le global au croisement des savoirs* (Paris, La Découverte, 2012). Il a codirigé avec Christian Le Bart et François de Singly l'ouvrage collectif : *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques* (Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010).



Catherine Dauvergne est spécialiste du droit de l'immigration et des réfugiés au Canada et dans le monde. Son travail de recherche est ancré dans la conviction que la façon dont nous définissons et contrôlons les frontières de nos sociétés détermine la nature de nos engagements politiques et en dit beaucoup sur l'identité nationale. Les lois frontalières sont le terrain de discriminations flagrantes où les aspirations d'allégeance nationale deviennent évidentes.

Mme Dauvergne est à la fois avocate stratégique et analyste de la vision d'ensemble, aspects qui se reflètent tous deux dans son travail. Son livre *Making People Illegal: What Globalization Means for Migration and Law* (Cambridge University Press, 2008) est étudié dans plusieurs disciplines et a été réimprimé trois fois. Elle a codirigé nombre d'études empiriques d'envergure sur la prise de décision au sujet des réfugiés dans le monde. Mme Dauvergne a publié trois autres livres et plus de cinquante articles, chapitres et analyses de lois. Elle travaille régulièrement comme bénévole juridique pour des personnes ou des organismes voués aux réfugiés et aux immigrants. Elle est souvent invitée par les médias pour commenter l'actualité sur ces enjeux. Mme Dauvergne est sur le point de terminer un projet de recherche sur l'échec de la Charte canadienne des droits et libertés dans la protection des non-citoyens.

Catherine Dauvergne a grandi à Edmonton. Elle a étudié le droit à l'Université de la Colombie-Britannique et a été auxiliaire juridique du juge en chef Antonio Lamer. Elle a terminé son doctorat à l'Université nationale australienne et, pendant quatre ans, elle a été membre de la Faculté de droit de l'Université de Sydney avant de revenir au Canada. De 2002 à 2012, Mme Dauvergne a été titulaire de la chaire de recherche du Canada en droit migratoire à l'Université de la Colombie-Britannique. Le Centre d'études juridiques féministes de l'Université de la Colombie-Britannique a été pour elle un lieu de stimulation intellectuelle, tant comme étudiante que comme chercheuse.



Nathalie Des Rosiers est avocate générale de l'Association canadienne des libertés civiles depuis juillet 2009. Auparavant, elle était vice-présidente intérimaire à la gouvernance à l'Université d'Ottawa. Elle a été la doyenne de la Faculté de droit, section de droit civil, de l'Université d'Ottawa de 2004 à 2008 et présidente de la Commission du droit du Canada de 2000 à 2004. Elle est titulaire d'une licence en droit de l'Université de Montréal et une maîtrise en droit de l'Université Harvard. Elle est membre du Barreau du Haut-Canada et du Barreau du Québec, a obtenu des doctorats honorifiques du Barreau du Haut-Canada et de l'Université catholique de Louvain (Belgique). Mme Des Rosiers a été nommée parmi les 25 avocats canadiens les plus influents (2011 et 2012) par le magazine *Canadian Lawyers* et parmi les 10 bâtisseurs de nation par le *Globe and Mail*. Elle a reçu l'Ordre de l'Ontario en 2012, la médaille de l'Université Paris X en 2007, le prix du partenariat de l'Association professionnelle des cadres supérieurs de la fonction publique du Canada (APEX) en 2004, la médaille du Barreau du Haut-Canada en 1999 et l'Ordre du mérite de l'AJEFO en 2000. Elle a été présidente de la Fédération canadienne des sciences humaines, du Conseil canadien des doyens de faculté de droit, de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO) et de l'Association canadienne des professeurs de droit. Mme Des Rosiers siège au conseil d'administration de la Commission du droit de l'Ontario. Elle a été membre de la Commission d'appel de l'environnement de l'Ontario et de la Commission de réforme du droit de l'Ontario.



Hiromi Goto est née au Japon et a immigré au Canada avec sa famille à l'âge de trois ans. Elle a reçu plusieurs prix littéraires, notamment le prix régional du Commonwealth pour ses romans *Chorus of Mushrooms* (1994), *The Kappa Child* (2001) et *Entremonde* (2009). Mme Goto écrit des romans jeunesse et pour adultes. Son dernier roman jeunesse s'intitule *Darkest Light* (2012) et s'inscrit dans la lignée d'*Entremonde*. Le long poème de Mme Goto, *Wait Until Late Afternoon* (2009), a été écrit en collaboration avec David Bateman. Elle est également l'auteure du recueil de nouvelles *Hopeful Monsters* (2004).

Mme Goto a été plusieurs fois écrivaine en résidence en Colombie-Britannique et en Alberta. Ses œuvres ont été traduites en français, en italien, en hébreu et en japonais. Elle est actuellement mentore dans le cadre du programme *The Writer's Studio* à l'Université Simon Fraser. Elle s'intéresse particulièrement au concept de la race, à la représentation, à la vie des femmes, au corps, à la sexualité, au féminisme et aux relations entre les humains et le milieu naturel. Elle est éditrice, enseignante et mère et se définit comme une activiste modérée.



Robert Huish, boursier Trudeau 2004, est professeur adjoint au Département d'études sur le développement international à l'Université Dalhousie. Il s'intéresse aux stratégies de développement global dans les communautés marginalisées en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. M. Huish est l'auteur de « *Where No Doctor has Gone Before: Cuba's place in the global health landscape.* » Il a publié abondamment sur la transformation de la pauvreté et du sous-développement dans l'hémisphère Sud grâce aux stratégies de développement, notamment aux programmes de services de santé et d'éducation physique. M. Huish est chercheur principal pour un projet de collaboration de trois ans, dans le cadre des subventions ordinaires de recherche du CRSH, qui vise l'étude du rôle des interventions cubaines en matière de sport et de développement dans l'hémisphère Sud. Il s'intéresse également au rôle que jouent l'activisme, la dissidence et l'engagement social dans le développement transformatif. La série « *Our Time to Lead* » du *Globe and Mail* a nommé M. Huish l'un des principaux innovateurs canadiens dans l'enseignement supérieur. À l'Université de Dalhousie, il enseigne sur la santé mondiale, la pauvreté et les droits de la personne ainsi que sur l'activisme et le développement. Tous ses cours comprennent des éléments d'apprentissage expérimentaux, qui mettent les étudiants au défi d'apporter de réels changements dans leur domaine d'étude. Les résultats de cette démarche pédagogique font partie de son ouvrage à paraître, *Globetrotting or Global Citizenship? Perils and Potential of International Experiential Learning*, codirigé par Rebecca Tiessen (University of Toronto Press). M. Huish est chercheur boursier sur le thème de la santé mondiale à l'Université de Ben Gurion, à Beersheba (Israël), où il enseigne la démystification des connaissances médicales à des internes et à des étudiants en médecine, notamment sur l'échange de connaissances, l'activisme et l'engagement social en vue de favoriser de meilleurs résultats de santé dans les communautés marginalisées.

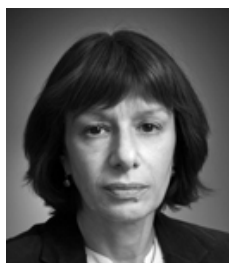


Sanjay Khanna est spécialiste des grandes tendances mondiales, concepteur de scénarios et expert de la résilience. Durant l'année universitaire 2012-2013, il est chercheur en résidence au Collège Massey de l'Université de Toronto où, en réponse aux menaces macroéconomiques et environnementales croissantes, il s'intéresse aux occasions et aux risques émergents du secteur privé, des gouvernements, des consommateurs et des citoyens, de même qu'aux questions sur la résilience, l'adaptation et l'état de préparation. À titre de chercheur Saul-Rae au Collège Massey (2011-2012), M. Khanna a coorganisé un cycle de séminaires intitulé « *Adaptation à l'avenir.* » Ces séminaires pour jeunes chercheurs portaient sur quatre thèmes : l'avenir de la démocratie libérale, l'utilisation de scénarios, l'avenir de l'Ontario de 2016 à 2020 et l'avenir de la citoyenneté responsable. En 2012, il a été expert réviseur pour le Groupe de travail II du Groupe

d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (« Bilan 2013 des changements climatiques : conséquences, adaptation et vulnérabilité »). Avant de se joindre au Collège Massey, M. Khanna a organisé le premier colloque mondial sur l'impact psychologique, social et culturel du changement climatique. Le magazine Corporate Knights l'a reconnu comme un « modèle de comportement social ». Il a été écrivain d'entreprise indépendant, spécialiste de la prévision des tendances et consultant en innovation pour des sociétés à Silicon Valley et en Europe, notamment Accenture, Hewlett-Packard, Nokia Ventures Organization, Palo Alto Research Center, SAP AG et Yamaha Motor Corporation (États-Unis). M. Khanna a écrit plusieurs articles et chroniques d'opinion, notamment pour The Huffington Post, Nature et Corporate Knights. Il est actuellement chercheur spécialiste des grandes tendances au centre Health Strategy Innovation Cell (Collège Massey) et travaille comme consultant auprès du secteur privé, d'agences gouvernementales et d'organisations à but non lucratif.



Membre fondateur et premier directeur du Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, **Jacques Lévesque** est un spécialiste mondialement reconnu de la politique étrangère de l'URSS, puis de la Russie. Qu'il s'agisse des universités Columbia et Harvard aux États-Unis, de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, ou de l'Institut Gramsci de Rome, nombre d'institutions universitaires ont fait appel à ses connaissances à une époque où la compréhension de la dynamique politique de l'URSS était névralgique. Au cours de sa carrière de plus de 40 ans, ses contributions lui ont valu nombre de distinctions, dont l'élection à la Société royale du Canada (1982), la prestigieuse bourse de recherche Killam (1992-1994) et les titres de Chevalier de la Légion d'honneur en France (2000), de Chevalier de l'Ordre National du Québec (2002) et de membre de l'Ordre du Canada (2005). Jacques Lévesque fut membre de la Délégation canadienne à la Commission mixte canado-soviétique pour les échanges généraux (1972-1973), conseiller spécial auprès de l'Ambassade du Canada aux Nations-Unies (1984, 1988) et expert-conseil invité auprès du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada dans les années 80. Excellent vulgarisateur, ses avis furent également sollicités à maintes reprises par les médias. Il fut le premier doyen de la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM, de 1999 à 2005.



Maria (Masha) Lipman est rédactrice en chef de Pro et Contra, un journal politique publié par le Centre Carnegie de Moscou, où elle dirige également un programme sur la société russe. Avant de se joindre au Centre Carnegie de Moscou, en 2003, Mme Lipman était cofondatrice et éditrice déléguée de deux hebdomadaires russes : Itogi (Synthèse), premier magazine hebdomadaire d'actualité russe, publié en collaboration avec Newsweek, et Ezhenedel'ny Zhurnal (L'Hebdomadaire). De 2001 à 2011, Mme Lipman tenait une chronique d'opinion sur la politique, les médias et la société russes dans le Washington Post. Elle a contribué à de nombreuses publications russes et américaines, notamment Current History, Foreign Policy, Journal of International Affairs et The New Yorker, où elle tient un blogue mensuel depuis 2012. Mme Lipman a écrit le chapitre sur les médias et la politique russes dans le livre Putin's Russia, dont la cinquième édition a été publiée par Rowman & Littlefield en 2012. Elle a codirigé la rédaction de Russia 2020: Scenarios for the Future, un travail réunissant une trentaine de spécialistes russes, qui a paru en russe (Carnegie Moscow Center, 2012) et en anglais (Carnegie Endowment for International Peace, 2011). Elle a codirigé d'autres ouvrages, dont Istoricheskaya politika v 21 veke (en russe; Novoe Literaturnoe obozrenie, Moscou 2012) et The Convolutions of Historical Politics (CEU Press, Budapest-New York, 2012). Mme Lipman est

souvent invitée comme conférencière à des colloques internationaux ou par les médias pour commenter l'actualité russe. Elle est titulaire d'une maîtrise de l'Université d'État de Moscou.



Cheryl Maloney, de la Première Nation Indian Brook, est présidente de l'Association des femmes autochtones de la Nouvelle-Écosse et Micmaque militante. Au cours de l'hiver 2012-2013, elle était auprès de la chef Theresa Spence pendant sa grève de la faim et elle a joué un rôle clé pour attirer l'attention des députés et des sénateurs sur l'enjeu politique Idle No More. Mme Maloney a œuvré au Canada et à l'étranger pour revendiquer une enquête nationale au sujet des femmes autochtones disparues ou assassinées. Elle a représenté le Grand conseil de la Nation micmaque devant l'Instance permanente des Nations Unies, où elle a invité l'ONU à faire enquête sur les

violations des droits de la personne au Canada quant aux obstacles législatifs et administratifs qui empêchent les Micmacs de s'adapter et d'atténuer les effets du changement climatique. Mme Maloney a aussi demandé une enquête sur la mort en détention de la Micmaque Victoria Paul. Mme Maloney est professeure agrégée en science politique à l'Université du Cap-Breton. Elle est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université Dalhousie (1999). À titre de directrice nationale pour l'environnement à l'Association des femmes autochtones du Canada, elle a travaillé sur le changement climatique, la Convention sur la biodiversité, l'accès et le partage des avantages, les espèces en péril et les connaissances écologiques traditionnelles. Mme Maloney travaille également pour faire reconnaître les droits de pêche des Micmacs. Elle est propriétaire d'une entreprise familiale de pêche et elle est une mère et entraîneuse de hockey dévouée.



Serguei Parkhomenko est, depuis 2001, figure de proue du mouvement de protestation civile en Russie. Au printemps 2012, il a cofondé la Ligue des électeurs et a été à l'origine des poursuites en justice contre la fraude électorale du gouvernement. À l'automne 2012, il a été élu membre du conseil de coordination du mouvement d'opposition russe.

M. Parkhomenko est né à Moscou en 1964 et détient un diplôme du Département de journalisme de l'Université d'État de Moscou. Avant de se consacrer au militantisme, il était un des journalistes politiques les plus en vue de Russie. Au début des années 1990, il a travaillé comme reporter et chroniqueur politique pour des quotidiens russes, notamment Nezavisimaya gazeta (Journal indépendant) and Segodnia (Aujourd'hui). Il a aussi été l'un des fondateurs et concepteurs de la Charte des journalistes de Moscou. En 1996, M. Parkhomenko a fondé Itogi (Synthèse), le premier magazine d'actualité russe, publié en collaboration avec Newsweek. M. Parkhomenko a été rédacteur en chef d'Itogi jusqu'en 2001, année où le gouvernement russe a saisi la compagnie et congédié toute l'équipe du magazine. M. Parkhomenko a alors fondé un nouveau magazine d'actualité, Yezhenedelny zhurnal (L'Hebdomadaire), dont il a été rédacteur en chef jusqu'en 2003.

Depuis 2003, M. Parkhomenko est présentateur du très populaire talk-show politique Sut' Sobytij (Au cœur du sujet), diffusé sur les ondes de la radio Ekho Moskvyy. De 2009 à 2011, il a dirigé plusieurs maisons d'édition (Inostranka, CoLibri, Atticus et Corpus). Il a également dirigé la maison d'édition Vokrug Sveta, où il était rédacteur en chef du plus ancien magazine de voyage et de science populaire portant le même nom. En 2008, M. Parkhomenko a été récompensé par l'ordre des Arts et des Lettres de France pour ses publications.



Meb Rashid est directeur médical de Crossroads Clinic, une clinique médicale au service des réfugiés nouvellement arrivés à Toronto. Le Dr Rashid est également cofondateur de Médecins canadiens pour les soins aux réfugiés, un organisme créé pour favoriser leur accès à l'assurance-maladie au Canada. Le 24 février 2013, cet organisme s'est joint à l'Association canadienne des avocates et des avocats en droit des réfugiés pour une contestation fondée sur la Charte au sujet des coupures gouvernementales dans les services de santé pour les demandeurs d'asile au Canada. Le Dr Rashid a été membre du comité directeur de l'Initiative canadienne de collaboration pour la santé des immigrants et des réfugiés, un groupe qui a élaboré des directives fondées sur les données probantes pour l'évaluation médicale des immigrants et réfugiés nouvellement arrivés. Il a aussi été cofondateur de la clinique Christie de santé pour réfugiés, située dans une maison pour réfugiés. Il fait partie du comité directeur du Colloque sur la santé des réfugiés au Canada. Grâce au Réseau de santé pour réfugiés au Canada et au Réseau de santé pour les réfugiés du sud de l'Ontario, il a formé un groupe de cliniciens canadiens qui s'intéressent à la santé des réfugiés. Le Dr Rashid fait partie du personnel du Centre hospitalier universitaire pour femmes à Toronto et il est membre du Département de médecine familiale et communautaire de l'Université de Toronto.



Bernard Richard est un avocat et ancien travailleur social. Il a obtenu un baccalauréat ès arts (psychologie) de l'Université de Moncton et un baccalauréat en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick. Il a été secrétaire général de la Société Nationale de l'Acadie de 1980 à 1984.

Après avoir pratiqué le droit en pratique privée pendant quelques années, M. Richard a siégé comme député à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick de 1991 à 2003. Au cours de ces années, il a occupé plusieurs postes au Cabinet (ministre d'État des Affaires intergouvernementales et autochtones, ministre par intérim de la Justice et procureur général, ministre de l'Éducation ainsi que ministre responsable de la Réforme des politiques sociales). Il a aussi été chef de l'opposition officielle et chef intérimaire du Parti libéral du Nouveau-Brunswick, leader parlementaire et président du caucus de l'opposition officielle.

Le 3 janvier 2004, M. Richard a été nommé le sixième ombudsman du Nouveau-Brunswick. En novembre 2006, on lui a ajouté le mandat de premier Défenseur des enfants et de la jeunesse du Nouveau-Brunswick. Il a présidé le Forum Canadien des Ombudsmans, le Conseil canadien des ombudsmans parlementaires et l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (il a été nommé membre honoraire de cette association en novembre 2011). En mai 2011, M. Richard a mené un examen des Hauts fonctionnaires de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. En août 2011, L'office Canada-Terre-Neuve et Labrador des Hydrocarbures extra-côtières lui a demandé de mener une évaluation indépendante et de mettre en place une structure pour tenir des audiences publiques concernant un projet de forage pétrolier dans le Golfe du Saint-Laurent. Il est un récipiendaire de la médaille Léger-Comeau de la Société Nationale de l'Acadie, d'un Paul Harris Fellow de la Fondation Rotary de Rotary International, de l'Ordre de mérite de l'Université de Moncton, du Prix de Mérite de l'Association des enseignantes et des enseignants francophones du Nouveau-Brunswick et de la Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II. Il est membre du Conseil de la reine.

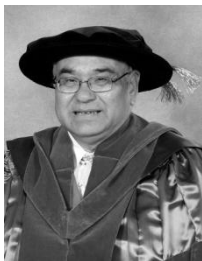
M. Richard est toujours activement impliqué dans plusieurs organisations. Il est président du conseil d'administration de Plan Canada (autrefois connu sous le nom de Foster Parent Plan), une importante

ONG canadienne qui oeuvre auprès des enfants des pays du Tiers-Monde. Il fait aussi partie de l'assemblée des membres de Plan international. Il est aussi président d'un groupe de travail de la Francophonie sur les droits de l'enfant. Il est le fondateur et le premier président du Fonds pour l'avenir des enfants des Premières nations qui a pour objectif de développer et de soutenir des possibilités récréatives, culturelles, d'apprentissage de la langue et des opportunités de leadership pour les enfants des Premières nations au Nouveau-Brunswick. De plus, il est membre du conseil d'administration de Dots NB, un organisme à but non lucratif qui fait la promotion d'excellence dans le traitement des enfants qui souffrent de troubles de santé mentale. Finalement, il fait partie du Conseil d'administration de l'Institut atlantique de recherche sur le cancer. Enfin, il vient d'accepter la présidence de la toute nouvelle Fondation Nationale de l'Acadie qui a comme mandat d'appuyer le rayonnement du peuple acadien.



Journaliste indépendante et avocate dans le domaine du droit des réfugiés, **Paule Robitaille** est née à Québec. Elle fait ses études en droit à l'Université McGill. Elle bifurque ensuite vers le journalisme et quitte en 1990 pour Moscou où elle témoignera, tant pour la presse écrite, la radio que la télévision, de l'écroulement de l'Union soviétique, de l'accession à l'indépendance des républiques de l'ancienne URSS et de nombreuses guerres civiles dans cette région. Nommée correspondante en Amérique latine pour Radio Canada et CBC en 1997, elle sera basée trois ans à Mexico. Durant cette période, elle obtiendra, entre autres, une entrevue exclusive avec le président cubain Fidel Castro et témoignera de la défaite du Parti Révolutionnaire institutionnel (PRI) après 70 ans de règne absolu.

Mme Robitaille est récipiendaire du prestigieux Nieman Fellowship qui lui permet d'étudier à l'Université Harvard la médiation et règlement de conflits internationaux. Elle obtient plusieurs prix pour ses documentaires dont un prix Gémeau pour un reportage sur les centres de détention de Russie. Mme Robitaille est nommée en 2005 à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié à titre de commissaire. En 2011, elle retourne au journalisme où elle écrit plusieurs articles sur Haïti et produit un documentaire qui fait le constat de l'aide humanitaire dans ce pays deux ans après le séisme de janvier 2010. Elle retourne en Russie 15 ans plus tard, pour rédiger une série pour le quotidien Le Devoir et le magazine L'Actualité.



Porte-parole autochtone et militant pour la justice sociale, **John Joe Sark** a été élu, en 1985, keptin (gardien de l'intégrité spirituelle et culturelle) du Conseil micmac du district d'Epekwitk (c'est-à-dire, l'Île-du-Prince-Édouard). M. Sark est le fils d'un chef de bande et est né à l'île Lennox en 1945. Il a été le premier Micmac de la province à recevoir un diplôme de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard (baccalauréat en science politique, 1979). En plus des nombreuses années de revendications pour les enjeux autochtones, M. Sark a été juge tribal dans le système judiciaire de la Nouvelle-Écosse et témoin expert dans des causes touchant aux droits conférés par traités. Il a

participé à la rédaction de la Déclaration des peuples autochtones du monde (Nations Unies). Son audience auprès du pape Jean-Paul II au sujet des abus dans les pensionnats a inspiré la chanson « John Joe Goes to the Vatican » du musicien Allan Rankin. Que ce soit comme agent d'emploi, gérant de bande, travailleur communautaire, auteur, leader spirituel, réalisateur ou aîné, M. Sark a toujours lutté contre les stéréotypes nuisibles présents dans la sphère publique, en particulier dans le système scolaire, et il a tenté de faire connaître aux autres Prince-Édouardiens la culture autochtone. En 2005, M. Sark a

reçu le Prix national d'excellence décerné aux Autochtones (patrimoine et spiritualité). La même année, l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard lui décernait un doctorat honorifique en droit.



Marina Sharpe est doctorante en droit à l'Université d'Oxford et, en tant qu'avocate, a été admise au Barreau de New York, de l'Angleterre et du pays de Galles. En pratique privée chez Cravath, Swaine & Moore à New York et à Londres pendant plus de deux ans, elle a surtout travaillé en droit des valeurs mobilières tout en s'intéressant aux droits de la personne et au développement. À Cravath, elle était à la fois membre d'une équipe qui représentait des réfugiés revendiquant le statut de réfugié et d'une équipe qui représentait la République du Ghana dans une opération de placement de dette souveraine. Elle a également fourni un soutien juridique dans le cadre d'un projet à l'Université Columbia qui visait à attirer des investissements au Mali.

Avant de se joindre au cabinet d'avocats Cravath, Mme Sharpe était conseillère juridique bénévole pour l'organisme Refugee Law Project de l'Université Makerere à Kampala, en Ouganda. Son intérêt pour l'aide juridique comme outil d'avancement des droits des réfugiés a vu le jour lors d'un stage sur les droits de la personne à l'Université McGill, où elle représentait des réfugiés en Égypte et, également en travaillant comme bénévole au Centre des travailleurs et travailleuses immigrants à Montréal. Mme Sharpe intègre ses travaux sur les droits individuels des réfugiés lorsqu'elle quitte le cabinet d'avocats Cravath et retourne en Ouganda à titre de conseillère juridique de l'organisme International Refugee Rights Initiative (Initiative internationale pour les droits des réfugiés). Ses travaux portent alors sur la justice internationale, la responsabilité de protéger et la défense des droits des réfugiés en Afrique.

Mme Sharpe a agi en tant que juriste-conseil pour plusieurs institutions, dont Amnistie Internationale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'Agence allemande de développement international et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Elle a également enseigné et entrepris des travaux de recherche et de sensibilisation au centre d'études sur les réfugiés de l'Université d'Oxford. Mme Sharpe a été conférencière aux universités London, Oxford et Tripoli ainsi qu'au Center for Transnational Legal Studies de l'Université Georgetown.

Elle a été avocate bénévole dans le domaine des droits des réfugiés pour plusieurs organisations, dont le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme et l'organisme Fahamu, en plus de contribuer à des réseaux professionnels, dont l'Association internationale des juges du droit des réfugiés et le Southern Refugee Legal Aid Network. Enfin, elle a cofondé et siège au conseil de l'organisme américain non gouvernemental, Asylum Access. Ses travaux ont été publiés dans des livres et des revues, dont l'African Journal of International and Comparative Law, l'International Journal of Refugee Law et la Revue de droit de McGill.

Mme Sharpe est titulaire d'un baccalauréat en économie et développement international de l'Université McGill, où elle a également obtenu un baccalauréat en droit civil (B.C.L.) et un baccalauréat en droit commun (LL.B.). Elle détient une maîtrise en gestion du développement de la London School of Economics. Elle a également participé à des programmes d'échanges étudiants aux universités New South Wales et de Singapour.



Nommé personnalité de l'année 1989 par le magazine Newsweek, **Shen Tong** était l'un des étudiants leaders du mouvement de la place Tiananmen. Il a coprésidé le comité de discussions avec le gouvernement et a participé à l'organisation de la campagne du mouvement auprès des médias. Après que l'armée chinoise ait ouvert le feu sur les manifestants, le 4 juin, M. Shen a dû se cacher. Avec l'aide de sympathisants chinois et de représentants du gouvernement, il s'est rendu aux États-Unis, où il a été accepté à titre d'étudiant et où il a été un des premiers à rendre un témoignage oculaire du massacre. M. Shen a fait des études doctorales en sociologie à l'Université de Boston et en philosophie politique à l'Université Harvard. Il est fondateur du Fonds pour la démocratie en Chine, une organisation à but non lucratif qui appuie les mouvements démocratiques dans ce pays. En 1990, il a publié le succès de librairie *Almost a Revolution*, qui est utilisé dans les universités occidentales et à Hong Kong. Depuis, il consacre beaucoup de temps à l'écriture et fait partie du comité de rédaction de *Poets & Writers*. M. Shen est retourné en Chine en 1992, sur la foi des déclarations de Deng Xiaoping disant que les étudiants chinois à l'étranger étaient les bienvenus. Il a toutefois été emprisonné pendant 54 jours avant d'être libéré après les interventions en sa faveur aux États-Unis. À la fin des années 1990, M. Shen est devenu entrepreneur dans le secteur des médias et des logiciels. En 2011, il a participé au mouvement Occupy Wall Street et, en 2012, il a participé à la fondation de l'organisme Amis de Liu Xiaobo, qui vise la libération du lauréat du prix Nobel 2012, de son épouse Liu Xia et d'autres prisonniers d'opinion en Chine. M. Shen vit à New York avec sa femme et leurs trois enfants. Il a obtenu la nationalité américaine en 2001.



Alexandre Trudeau est diplômé en philosophie de l'Université McGill (1997). Depuis 1998, il produit et réalise des œuvres documentaires pour la télévision à travers sa maison de production montréalaise, Films Juju. M. Trudeau s'est penché, au cours de son travail documentaire, sur des situations telles que la guerre civile libérienne (Libéria. La guerre secrète), le quotidien des peuples autochtones canadiens (Le chant du tambour, La langue mohawk, La vie de famille inuit pour Culture Choc), la jeunesse et la démocratie en Yougoslavie (Belgrade : Un an plus tard), la classe moyenne à Bagdad durant la guerre en Irak (Au cœur de la guerre en Irak), la barrière de sécurité entre Israël et les Territoires palestiniens (Maudite Terre Sainte), la détention sans accusations de Canadiens soupçonnés d'activités terroristes (Prisonniers de la liberté) et la crise au Darfour (Refuge). Alexandre a aussi produit des reportages radio pour la CBC et Radio-Canada sur l'héritage troublé du maintien de la paix canadien (La troisième chance). Son plus récent documentaire, *Le Nouveau Grand Jeu*, traite de la géopolitique des voies maritimes au Proche-Orient. Les écrits de M. Trudeau ont paru dans la presse écrite canadienne. Il est membre du conseil d'administration de la Fondation Pierre Elliott Trudeau et de Conservation de la Nature du Canada.